

médicale (p. 462); — du projet de loi sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre; Art. 3 : *Amendement de M. Darou* (p. 2210); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 : ANCIENS COMBATTANTS, chap. 101 : *Ses observations* (p. 2306).

CASTERA (M. Edmond), Député du département du Gers.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission de l'agriculture et du ravitaillement (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 13 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Michel Zunino et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions de l'ordonnance du 12 octobre 1945, relative au statut de la coopération agricole, n° 678. — Le 12 avril 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Michel Zunino et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions de l'ordonnance du 12 octobre 1945, relative au statut de la coopération agricole, n° 1007. — Le 16 avril 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer une caisse de compensation qui aura pour but d'équilibrer la rémunération de la culture du blé entre les régions dites de grande culture et les régions dites de petite culture, n° 1055.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au statut du fermage : Art. 2 : *Son amendement* (A. de 1946, p. 1268); Art. 17 : *Son amendement* (p. 1305); *Le retire* (p. 1306).

CATOIRE (M. Jules), Député du département du Pas-de-Calais (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre de la Commission de l'équipement national et de la production (A. de 1945, p. 138). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général pour l'Exercice 1946 (Services civils) : PRODUCTION INDUSTRIELLE : *Discussion générale : Nationalisation des mines* (A. de 1945, p. 527). — Ses explications de vote lors de la discussion d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement (A. de 1946, p. 106). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au personnel des exploitations minières et assimilées : *Discussion générale* (p. 239); — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : *Motion de M. Desjardins* (p. 1011); — d'un projet de loi relatif au statut des délégués du personnel dans les entreprises : Art. 2 : *Ses observations* (p. 1605); — du projet de loi relatif à la nationalisation de l'industrie des combustibles minéraux : *Discussion générale* (p. 2390); Art. 3 : *Ses amendements* (p. 2391, 2392); Art. 21 : *Son amendement* (p. 2402); *Amendement de M. Roubert* (ibid.); *Retire son amendement* (p. 2403).

CAYEUX (M. Jean), Député du département de la Seine.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).
= Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138); de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale (p. 334).

Dépôts :

Le 5 février 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer sans délai les mesures résultant des délibérations prises à l'unanimité par le Conseil municipal de Paris et le Conseil général de la Seine, accordant aux familles nombreuses une réduction de tarifs sur l'ensemble des réseaux de transports en commun souterrains et de surface, n° 352. — Le 19 février 1946, une proposition de loi tendant à compléter l'article 34 de l'ordonnance du 15 août 1945 instituant un impôt de solidarité nationale, en ce qui concerne les titres suscep-

tibles d'être remis en paiement, n° 467. — Le 7 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à appliquer sans délai les mesures résultant des délibérations prises à l'unanimité par le Conseil municipal de Paris et le Conseil général de la Seine, accordant aux familles nombreuses une réduction de tarifs sur l'ensemble des réseaux de transports en commun souterrains et de surface, n° 607. — Le 26 avril 1946, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur : I. le projet de loi portant généralisation de la sécurité sociale ; II. les propositions de loi : 1° de M. Alfred Costes et plusieurs de ses collègues tendant à faire de la retraite aux vieux travailleurs, une institution nationale attribuant aux vieux travailleurs de toutes catégories des moyens d'existence honorables ; 2° de M. Pierre Dezarnaulds tendant à assimiler les artisans, les cultivateurs, les petits commerçants et les mères de famille ayant atteint l'âge de 65 ans aux vieux travailleurs salariés bénéficiant de la loi du 14 mars 1941, modifiée par l'ordonnance du 2 février 1945 ; 3° de M. Jean-Moreau et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le bénéfice de la retraite des « vieux travailleurs » aux victimes indirectes de la guerre ; 4° de M. Jean Courtois et plusieurs de ses collègues tendant à relever le taux de l'allocation aux vieux travailleurs et à en étendre le bénéfice à de nouvelles catégories de Français ; 5° de M. Louis Siefriedt et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux mères de famille nombreuse l'allocation aux vieux travailleurs ; 6° de M. André Morice et plusieurs de ses collègues fixant le nouveau taux de la retraite des vieux travailleurs et étendant le bénéfice de cette mesure aux travailleurs des deux sexes salariés ou indépendants, des villes et des campagnes ; 7° de M. Joseph Bastide et plusieurs de ses collègues tendant à la modification de l'article 7 de l'ordonnance n° 45-170 du 2 février 1945 (retraite des vieux travailleurs) et à la suppression de toute interprétation rétroactive de cette ordonnance à l'encontre des droits acquis des travailleurs ; 8° de M. Pierre Chevallier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 2 février 1945 organisant les allocations aux vieux travailleurs salariés ; 9° de M. Alexandre Chazeaux et plusieurs de ses collègues tendant

à modifier l'ordonnance du 2 février 1945 sur l'allocation aux vieux travailleurs, dans ses articles 2 et 4 relatifs aux bénéficiaires de cette allocation ; 10° de M. Paul Bacon et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer de droit aux médaillés du travail l'allocation aux vieux travailleurs ; 11. les propositions de résolution : 1° de MM. Joseph Deuais et Joseph Bastide tendant à inviter le Gouvernement à remanier la loi du 25 avril 1941, instituant la retraite des vieux travailleurs pour en faire bénéficier tous les Français et Françaises dont les ressources propres n'atteignent pas la moitié du salaire moyen départemental ; 2° de M. Louis Richier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice de la « retraite des vieux travailleurs » à tous les vieux travailleurs sans exception ; 3° de M. Edouard Moisan et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à soumettre à l'Assemblée Nationale Constituante, avant l'expiration de son mandat, un projet de loi étendant le bénéfice de la retraite des vieux à ceux des travailleurs qui n'en bénéficient pas encore : artisans, commerçants, cultivateurs et travailleurs des professions libérales, ainsi qu'aux mères de famille nombreuse, n° 1232.

Interventions :

Son rapport, au nom du 9^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Seine, 2^e circonscription (A. de 1945, p. 34. — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création de nouvelles ressources et aménagement de la législation fiscale : Art. 8 bis : *Son amendement sur les dispenses de déclarations* (A. de 1946, p. 302) ; — des propositions de loi de MM. Bissol, Monnerville et Vergés tendant au classement comme départements français de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française : en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission de l'intérieur* : donne lecture de son rapport (p. 663) ; Art. 3 : *Amendements de M. Valentino* (p. 761) ; — d'une proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés : Art 8 : *Ses explications de vote sur l'amendement de Mme de Suzannet* (p. 1374) ; *Ses explications de vote sur l'amendement de M. Delcos* (p. 1375) ; *Amendements de MM. Bardoux et Rupied* (p. 1377) ; — dispositions spéciales à l'Algérie : Art. 25 : *Son amendement*

(p. 1527) ; — d'un projet de loi relatif au statut des délégués du personnel dans les entreprises : **Art. 16** : *Ses explications de vote* (p. 1611) ; — de sa proposition de résolution tendant à la réduction des tarifs de transport pour les familles nombreuses de la région parisienne : en qualité de *Rapporteur* : *donne lecture de son rapport* (p. 1662) ; — de propositions de loi relatives à la Constitution et à la déclaration des droits, Institutions de la République : **Art. 42** : *Son amendement* (p. 1728) ; *Le retire* (ibid.) ; — du projet et de propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances : **Art. 7** : *Ses observations* (p. 2179). — S'excuse de son absence et obtient un congé (**A. de 1946**, p. 235).

CERCLIER (M. Roger), Député du département de la Creuse.

Son élection est validée (**A. de 1945**, p. 45).
 = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (**A. de 1945**, p. 138) ; de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (ibid.) ; de la Commission du ravitaillement (**A. de 1946**, p. 667).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : **ECONOMIE NATIONALE** (**A. de 1945**, p. 486).

CERMOLACCE (M. Paul), Député du département des Bouches-du-Rhône.

Son élection est validée (**A. de 1945**, p. 44).
 = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des P. T. T. (**A. de 1945**, p. 138) ; de la Commission du ravitaillement (**A. de 1946**, p. 460).

Dépôts :

Le 26 décembre 1945, une proposition de loi organisant le vote par procuration des Inscrits maritimes et Agents du Service général, n° 210.

— Le 8 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchande et pêches et lignes aériennes), et des postes, télégraphes, téléphones sur la proposition de résolution de M. Arthur Ramette et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures propres à créer un internat scolaire pour les enfants des maritimes, n° 623. — Le 19 avril 1946, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchande et pêches et lignes aériennes) et des postes, télégraphes, téléphones sur la proposition de loi de M. Félix Garcia et plusieurs de ses collègues tendant à annuler les dispositions de Vichy relatives aux limites de l'inscription maritime, n° 1116.

Interventions :

Son rapport, au nom du 5^e Bureau, sur les opérations électorales du département de Meurthe-et-Moselle (**A. de 1945**, p. 25). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : **MARINE MARCHANDE** (p. 442) ; **TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS** : *Discussion générale* : *Travaux portuaires* (p. 505) ; — d'un projet de loi relatif au vote par procuration des inscrits maritimes, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission des moyens de communication* : *donne lecture de son rapport* (p. 1551).

CERNY (M. Joseph), Député du département de l'Aude.

Son élection est validée (**A. de 1945**, p. 44).
 = Est nommé membre de la Commission de la Constitution (**A. de 1945**, p. 138).

Interventions :

Pose au Ministre de l'Agriculture une question sur l'arrachage et plantation des vignes (**A. de 1946**, p. 374). — Prend part à la discussion de propositions de loi relatives à la Constitution de la République française, articles réservés : **Art. 120 bis** : *Contre l'amendement de M. Lecourt* (p. 2015).